



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 26 NOV. 2024**

mettant en demeure la société FONDERIE DE NIEDERBRONN de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 1998 et de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2010 portant prescriptions complémentaires de son exploitation

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1998, portant autorisation des installations de la société FONDERIE DE NIEDERBRONN à Niederbronn-les-Bains et notamment son article 10 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 mai 2010, portant prescriptions complémentaires des installations de la société FONDERIE DE NIEDERBRONN à Niederbronn-les-Bains ;
- VU** le rapport de mesures acoustiques du 31 août 2023 ;
- VU** le rapport de la visite d'inspection du 17 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 12 septembre 2024, il a été constaté que :

- 1) l'exploitant n'a pas établi de consigne écrite de contrôle des rétentions,
- 2) tous les fûts n'étaient pas clairement identifiés,
- 3) l'exploitant stocke dans la cour différents types de produits, sur une rétention ayant des eaux pluviales présentes dans celle-ci ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté complémentaire du 10 mai 2010, qui veulent que :

*"une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer, périodiquement, de l'étanchéité des dispositifs de rétention [...]"*

*Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent, de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses [...]"*

*L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté » ;*

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 12 septembre 2024, il a été constaté que le rapport de mesures acoustiques susvisé met en évidence l'existence d'un dépassement des niveaux de bruit en limite de propriété :

Point de mesure	Période	Valeur retenue	Seuil de l'arrêté	Conformité
Point 3	Diurne	62	60	<b>Non conforme</b>

Ainsi que plusieurs dépassements concernant les émergences, par exemple un dépassement au point 3 de 6 dB(A) en diurne et de 1 dB(A) en nocturne ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 1998 qui veulent que ;

*« Les niveaux limites admissibles de bruit exprimés en dB(A) ne devront pas excéder du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous en limite de propriété de l'établissement, selon le plan annexé au présent arrêté :*

	Période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Zone 3	60	55

les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant au-delà de 200 m des limites de propriété :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société FONDERIE DE NIEDERBRONN, dont le siège social est situé 21 route du Bitche à 67110 Niederbronn-les-Bains, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour les installations qu'elle exploite au 21 route du Bitche à Niederbronn-lès-Bains :

**1) dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :**

L'article 8 de l'arrêté complémentaire du 10 mai 2010 :

*« une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer, périodiquement, de l'étanchéité des dispositifs de rétention [...] »*

*Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent, de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses [...]*

*L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté ».*

**2) dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :**

L'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 1998 :

*« Les niveaux limites admissibles de bruit exprimés en dB(A) ne devront pas excéder du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous en limite de propriété de l'établissement, selon le plan annexé au présent arrêté :*

	<i>Période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Période de nuit allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Zone 1</i>	<i>58</i>	<i>55</i>
<i>Zone 2</i>	<i>58</i>	<i>52</i>
<i>Zone 3</i>	<i>60</i>	<i>55</i>
<i>Zone 4</i>	<i>54</i>	<i>50</i>

*les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant au-delà de 200 m des limites de propriété :*

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</i>	<i>6dB(A)</i>	<i>4dB(A)</i>
<i>Supérieur à 45 dB(A)</i>	<i>5 dB(A)</i>	<i>3 dB(A)</i>

**Article 2 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 3 : sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

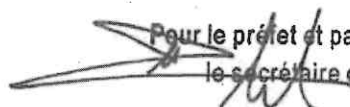
#### Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FONDERIE DE NIEDERBRONN, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Niederbronn-les-Bains.

Le préfet,

 Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL